

La tendance à l'assimilation structurelle : quelques exemples

D'après Marcoux, nous avons « falsifié ou inventé » des données pour pouvoir prouver une « tendance quelconque à l'assimilation ». Lui, de son côté, prétend que les pays du « glacis » ont maintenant leur physiologie économique et sociale propre ; qu'ils sont enfermés chacun dans leur cadre national par le Kremlin et qu'il n'y a aucune tendance à l'assimilation structurelle.

De notre côté, nous avons affirmé et continuons à affirmer que dans tous les pays du glacis, les rapports de production restent fondamentalement capitalistes ; mais que ces pays n'ont pas et n'auront pas de si peu une physiologie économique définie ; QUE DANS LE CADRE DE L'ECONOMIE CAPITALISTE DE CES PAYS S'INTRODUISENT DES PHENOMENES ABSOLUMENT NOUVEAUX ET UNIQUES, qui ont leur explication exclusivement dans le caractère socialement différent de la bureaucratie de ses intérêts divergeant avec ceux de la bourgeoisie, et qui constituent une preuve irréfutable à notre avis, que la bureaucratie est forcée de faire apparaître dans sa politique une « tendance à l'assimilation structurelle de ces pays avec l'U.R.S.S. » ; que cette tendance se fait jour de façon absolument empirique ; qu'elle ne peut pas se réaliser sans destruction des classes possédantes, tâche que seule la révolution socialiste pourra résoudre sur une échelle aussi vaste.

Donnons ici quelques exemples de ce que nous avançons : La question des réparations s'est posée de façon différente dans les différents pays du « glacis ». En Finlande, pays à industrie hautement rationalisée et effective, le Kremlin s'est opposé à toutes les mesures de nationalisations, — contrairement au P.S. et au parti des « démocrates populaires » (nom qu'ont pris les staliniens dans ce pays — qui, d'après lui, mettraient en question la régularité avec laquelle la Finlande s'est acquittée de ses livraisons de réparations. On y trouve un capitalisme tout à fait « classique ».

En Hongrie, par contre, où la grande industrie se trouva dans un état de non-rentabilité lamentable ; où la capacité productrice n'était utilisée qu'aux deux tiers de son niveau maximum ; où le manque de rationalisation est criant dans l'industrie ; les staliniens avec le consentement des Russes ont poussé vers le contrôle étatique sur les trois plus grandes entreprises du pays, occupant ensemble plus de 40 % du prolétariat industriel et livrant une grande partie des produits dus à l'U.R.S.S. comme réparations. La propriété des actionnaires fut garantie lors du vote par l'Assemblée nationale de la loi sur la gestion étatique de ces entreprises (1^{er} décembre 1946). Les capitalistes acceptèrent cette mesure avec enchantement, l'Etat reprenant tout le déficit de ces entreprises. Mais quatre mois plus tard les staliniens, en posant la question de la nationalisation des banques, qui possèdent des paquets d'actions impressionnants dans ces entreprises, ont mis sérieusement en question cette « propriété garantie », lors du vote du décret précédent.

En Roumanie, pays où le capital étranger joue un rôle prépondérant, les choses ont encore pris un cours différent. Ici, les conditions de livraisons des réparations pour l'industrie sont telles, qu'ensemble avec l'inflation, elles ont abouti à un endettement complet et permanent de l'industrie, avant tout l'industrie pétrolière. Les crédits furent accordés en premier lieu par la Banque nationale. Or, celle-ci fut nationalisée. De ce fait, l'Etat exerce même dans ce pays un contrôle indirect sur toute l'industrie. CE CONTROLE EST D'UN CARACTERE DIFFERENT DE TOUS LES « CONTROLES » ETATIQUES DANS LES AUTRES PAYS CAPITALISTES. Dans ceux-ci, le contrôle a pour but fondamental de maintenir le profit du capital monopoleur, si nécessaire au dépens du capital commercial, de l'artisanat, etc...

Dans les pays du « glacis » il a pour but D'AUGMENTER LES RESSOURCES DU KREMLIN MEME SI CELA SE FAIT AUX DEPENS DU PROFIT CAPITALISTE. A l'étape actuelle, l'économie de ces pays est donc une économie qui est encore basée sur la recherche du profit, mais dans laquelle ce profit ne constitue plus le régulateur principal de l'économie. Cela est vrai essentiellement pour la Pologne, la Yougoslavie, la Bulgarie et la Tchécoslovaquie, moins pour la Hongrie, et le moins pour la Finlande et la Roumanie. Mais cette tendance, qui est un phénomène inexplicable, si l'on ne s'appuie pas sur la tendance à l'assimilation structurelle de la bureaucratie, se fait jour dans tous les pays, et s'exprime le plus nettement dans les plans biennaux, triennaux et quinquennaux élaborés dans la plupart de ces pays (à l'exception seulement de la Roumanie et de la Finlande, mais dans ce dernier pays un plan est en préparation). Ces plans ne sont comparables, ni au plan Monnet ou au plan Göring (plans capitalistes « normaux »), ni naturellement aux plans quinquennaux soviétiques. C'est dans ce sens que nous parlons

d'une situation transitoire de ces pays, qui ne pourra pas se prolonger fort longtemps. Mais nous le répétons, fondamentalement, aussi longtemps que le profit capitaliste est maintenu, les rapports de production de tous ces pays restent capitalistes.

Citons d'autre part, le fait qu'aussi bien la constitution bulgare que la constitution yougoslave reconnaissent explicitement le droit de l'Etat à établir le monopole du commerce extérieur.

L'argument « massue » de Marcoux, à savoir celui que « la bureaucratie renferme ces pays dans leur cadre national » a lui-même déjà été dépassé entre temps par les événements. Ici nous avons un exemple classique de la façon empirique dont travaille la bureaucratie ET DU FAIT QUE, MALGRE ELLE, ELLE EST FORCEE DE MONTRER DES TENDANCES A L'ASSIMILATION ! Au début, les partis staliniens, leurs gouvernements divers, et la bureaucratie soviétique, se limitèrent à établir dans chaque pays individuellement des « plans » de développement de la production, et entre ces pays des accords commerciaux bi-latéraux. Mais sous la pression des difficultés grandissantes dans lesquelles se débat l'économie des différents pays du « glacis », ainsi qu'« comme « compensation » pour leur non-participation à la Conférence de Paris, la bureaucratie soviétique a commencé à élaborer des plans de coordination de l'économie du « glacis », dépassant le cadre de la « reconstruction nationale » et détruisant ainsi cet « argument-clé » de Marcoux. The Observer, du 20/7, parle d'une synchronisation des plans de reconstruction polonais et tchèques. En même temps, le plan de reconstruction polonais est synchronisé dès le début avec le plan quinquennal russe. Un « conseil économique tchéco-polonais » a été créé, et les Hongrois seraient invités à se joindre à lui (N.Z.Z., 13/7).

Au début d'août, l'accord commercial établi entre la Yougoslavie et la Bulgarie lors de la visite de Dimitroff à Belgrade constitue en pratique une union douanière entre ces pays et synchronise leur développement industriel. Enfin, une semaine plus tard, la zone d'occupation russe en Allemagne est, à son tour, reliée de façon étroite à l'économie polonaise par un pacte d'échange et de collaboration économique. Seule la Finlande et la Roumanie et dans une moindre mesure la Hongrie, restent pour le moment en dehors de ce plan « Molotov » de coordination économique entre les pays du « glacis ».

Ceci, bien entendu, n'est qu'un début. Mais cela montre clairement comment, sous la pression des événements et des nécessités, la bureaucratie est forcée de passer outre toutes ses conceptions « idéologiques » et toutes les fictions juridiques, et comment précisément, ses intérêts de « pillage » et d'« exploitation » des pays du glacis, non seulement ne cadrent pas avec le maintien de la propriété capitaliste et de l'Etat bourgeois, mais au contraire entrent de plus en plus en collision avec eux.

Il est fort probable que la « tendance profonde » de la POLITIQUE CONSCIENTE de la bureaucratie stalinienne dans les pays du « glacis » a été au début de « manier des rapports économiques capitalistes avec une direction stalinienne de l'Etat », comme le prétend Marcoux. Ce fut, en fait, la répétition sur une échelle infiniment plus vaste, de l'expérience espagnole, ou mieux encore, de celle du « cours vers le koulak », dans la deuxième période du N.E.P. soviétique. L'ensemble de la politique de la bureaucratie soviétique en dehors des frontières de l'U.R.S.S., depuis la formulation de la politique du « socialisme dans un seul pays », constitue une longue série de tentatives de « manier à son profit » les rapports de production et les Etats capitalistes. Mais là où Marcoux déraisonne, c'est quand il pense QUE CETTE POLITIQUE PEUT REMPORTEZ DES SUCCES DURABLES : Le « cours vers le koulak » a fait aussi lamentablement faillite que la « tentative » de « manier dans ses intérêts » les rapports capitalistes en Espagne. Quand nous avons parlé de « tendance fondamentale à l'assimilation structurelle de la part de la bureaucratie », nous n'avons pas du tout voulu parler de sa politique consciente. Nous pensons au contraire que cette « tendance » s'impose MALGRE ET A L'ENCONTRE de la politique consciente de la bureaucratie. MAIS ELLE S'IMPOSE PARCE QUE LA LOGIQUE INTERNE DES RAPPORTS SOCIAUX EST PLUS PUISSANTE QUE LES MANGEUVRES POLITIQUES DE STALINE ! Le « cours vers le koulak », sur la vaste échelle du « glacis », fera faillite comme il a fait faillite en U.R.S.S., et si le prolétariat des pays du « glacis » n'y renverse pas le capitalisme, les « sociétés mixtes » n'y dureront pas 30, et vraisemblablement pas 15 ans, malgré le fait que « les traités ont garanti cette durée »...

Les nationalisations

Limitons ici également les véritables divergences. Il y a un accord complet entre Marcoux et nous, en ce qui concerne le caractère fondamentalement capitaliste des nationalisations introduites dans les pays du « glacis ». Nous avons écrit à ce sujet qu'elles ne représentent qu'une différence quantitative et non pas qualitative avec les nationalisations du Labour Party ou les nationalisations françaises, et nous continuons à penser ainsi.

L'« accusation » que Marcoux lance contre nous, comme quoi nous « confondons nationalisation et montée révolutionnaire », est une déformation criante de ce que nous avons écrit. Nous avons dit que les nationalisations sont un résultat aussi de la montée révolutionnaire, — nous y reviendrons plus bas — mais, nous avons en même temps expliqué que les nationalisations sont des mesures contre-révolutionnaires, de la part de la bourgeoisie, aidée par les chefs staliniens. C'est grâce aux décrets de nationalisations qu'on a éliminé, avant tout en Tchécoslovaquie, mais également en Pologne et en Yougoslavie, les éléments tout-à-fait réels de contrôle ouvrier qui existaient depuis l'occupation des usines par les travailleurs, et qu'on a pu rétablir « l'unité de gestion » dans ces usines. Nous avons cité dans notre « projet de thèses » les cris de joie de la bourgeoisie tchèque qui considéra les nationalisations comme un pas en arrière décisif, après le mouvement révolutionnaire de mai 1945, et nous n'avons donc jamais pu les « confondre » avec le mouvement révolutionnaire lui-même. Quelle est la théorie qu'oppose Marcoux à notre « schéma éloigné de la marche de la vie » ?

1^o — Aucune nationalisation n'a eu lieu en Roumanie, Finlande, Hongrie et Bulgarie.

2^o — « La pression des masses explique peu de choses. Cette pression a en effet existé aussi apparemment que dans les autres pays, en Bulgarie. Or, dans ce dernier pays, comme nous l'avons vu, il n'y a pas eu de nationalisations ».

3^o — « Seul, le fait que la transmission de la propriété (allemande) s'est produite sans partage entre les mains des nouveaux Etats, explique l'ampleur des nationalisations dans ces pays (ex-alliés de l'U.R.S.S.) ».

Nous pensons que ces trois affirmations sont manifestement fausses, bien qu'il soit incontestable que la question du transfert de la propriété allemande joue un rôle très important, et que dans ce sens Marcoux ait eu raison de corriger notre première analyse très incomplète d'ailleurs. Mais :

1^o Contrairement à ce que pense Marcoux, il y a eu des nationalisations en Roumanie, Hongrie et Bulgarie. Seule la Finlande n'en a pas encore connu, et même là, malgré l'opposition violente du Kremlin, le parti socialiste pose de plus en plus intensément ce problème qui constitue la cause principale de la crise ministérielle qui s'est prolongée durant de longs mois cette année.

En Roumanie, où le capital étranger domine plus des trois quarts de l'industrie, la Banque nationale a été nationalisée et, comme nous l'avons écrit plus haut, la Banque nationale roumaine est maintenant créditrice de la plupart des industries privées et contrôle leur gestion à travers cet endettement progressif.

En Hongrie, il n'est nullement vrai « qu'on envisage le contrôle de certaines banques » seulement « deux ans après l'occupation ». En réalité, les mines de charbons ont été

nationalisées en novembre 1945. L'industrie des moulins a été communalisée en septembre 1946. En décembre 1946, les trois plus grandes usines de l'industrie lourde, les usines métallurgiques de Rimamurany, la S.A. Ganz et la S.A. Manfred Weiss, comptant au total 70.000 ouvriers et contrôlant 14 autres entreprises de l'industrie lourde, furent soumis à la gestion étatique (N.Z.Z. 13/12/46). En mars 1947, la nationalisation des principales banques qui contrôlent 70 % de l'industrie du pays fut proposée ; elle constitua la cause de la grande crise politique et fut momentanément remise jusqu'en fin d'année.

En Bulgarie, où la constitution formule explicitement que « l'Etat dirige l'économie » (N.Z.Z. 14/11/46), furent nationalisées : toutes les mines et richesses du sous sol ; les compagnies d'assurances, les centrales électriques, et les deux secteurs les plus importants de l'industrie pour l'exportation : l'industrie du tabac et celle de l'huile de roses. En outre, le contrôle étatique sur toute l'industrie est établi (N.Z.Z. 5/11 ; 28/6 ; 12/12/46).

2^o Comme nous avons vu, il y a des nationalisations en Bulgarie, contrairement à ce que pense Marcoux, et ce n'est pas par hasard que de tous les pays « ex-satellites », c'est précisément la Bulgarie qui a vu s'éclorre une économie la plus proche de celle des pays « ex-alliés de l'U.R.S.S. ». En effet, depuis le 9 septembre 1944, « dans chaque entreprise étatique et privée fut instauré un comité du « front patriotique » qui constitua une véritable direction « parallèle », ainsi cite la « N.Z.Z. » du 27/10/46, un organe oppositionnel bulgare. Précisément le fait que la Bulgarie est le seul des pays ex-satellites qui ait connu une montée révolutionnaire sérieuse confirme la règle que nous avons établie, au lieu de l'infirmer...

3^o Si c'est réellement « seule » la transaction de la propriété allemande à celle des « nouveaux Etats » qui a déterminé l'ampleur des nationalisations, comment expliquer alors les faits indéniables que voici : l'occupation des usines en Pologne, Tchécoslovaquie et Yougoslavie par les ouvriers, les tentatives répétées et infructueuses pendant des mois de la part de l'Etat pour surmonter la dualité du pouvoir dans les usines ; le fait que les staliniens ne purent faire « refluer » ce mouvement que grâce aux nationalisations ; le fait que maintenant encore l'argument de la nationalisation d'une usine est utilisé par les staliniens, là-bas comme en France, comme argument principal pour briser dans l'oeuf toutes les grèves et mouvements de protestation des travailleurs ? (1).

La succession allemande posa le problème des nationalisations impérieusement. Mais les nationalisations ne sont venues en général qu'un an après coup, ALORS QUE DE FAIT LES OUVRIERS LES AVAIENT REALISEES DEPUIS LONG-TEMPS. Il faut remarquer aussi, que les nationalisations ont dépassé largement le cadre de l'ancienne propriété allemande et englobent, par exemple, en Yougoslavie et Pologne, sous la désignation « Propriété des traités, des collaborateurs, etc. » une très large partie du secteur qui resta « autochtone » même sous l'occupation allemande (ceci surtout dans l'industrie légère et le commerce en gros). Nous pensons par conséquent que Marcoux a apporté un élément très important à l'analyse des nationalisations, mais qu'il schématisa absolument les choses, en réduisant tout le problème à celui-là.

La défense inconditionnelle

« L'inconséquence totale de la position de Germain... réside dans le fait suivant : si l'y a tendance à l'assimilation, si l'assimilation se produit même d'une façon « transitoire », pourquoi alors le S.I. se prononce-t-il pour le retrait des troupes russes ? Etonnante constatation ! Nous disons : le capitalisme ne peut pas être détruit en définitive dans les pays du glacis par les efforts empiriques et spasmodiques de la bureaucratie soviétique ; il ne peut y être détruit que par l'action des masses. Le stalinisme, lui, est le frein principal pour l'élargissement de l'action révolutionnaire des masses. Enlever le fardeau de l'occupation soviétique est la condition sine qua non pour le développement du mouvement ouvrier et sa lutte victorieuse contre le capitalisme indigène. C'est le seul moyen pour empêcher que tôt ou tard ces pays ne deviennent des bastions américains antisoviétiques... Où est « l'inconséquence » de cette position ?

Allons plus loin. Admettons même que la bureaucratie « assimile » demain dans des flots de sang et dans les cortèges misérables de déportations massives, la Pologne (ce que nous considérons comme fort improbable sinon exclu). Notre position serait évidemment la suivante :

« Pour nous, le critère politique primaire n'est pas la trans-

formation des rapports de propriété sur tel ou tel territoire, quelque important que cela puisse être en soi, mais bien les changements dans la conscience et l'organisation du prolétariat mondial, sa capacité croissante de défendre d'anciennes conquêtes et d'en conquérir de nouvelles. De ce point de vue, et seul ce point de vue est décisif, la politique de Moscou, prise comme un tout, garde complètement son caractère réactionnaire et reste l'obstacle principal sur la voie de la révolution mondiale. » (« In Defense of Marxism », p. 19).

Cela fut écrit, pendant la guerre, camarade Marcoux, par Trotsky et nous ne voyons rien à ajouter à cela. Dans le cas d'une « assimilation structurelle » de la Pologne, nous serions

(1) Contrairement à ce que Marcoux veut insinuer, nous n'avons jamais prétendu qu'il y a eu une montée révolutionnaire de la même envergure et de la même importance dans tous les pays du glacis. Nous avons au contraire exclu la Finlande, la Hongrie et la Roumanie des pays en ayant connu une. Marcoux ne fait donc à ce sujet qu'enfoncer des portes ouvertes... et nous avons indiqué que la montée révolutionnaire en Bulgarie avait un caractère moins large qu'en Tchécoslovaquie, etc. Notons pour l'édification de Marcoux que nos propres camarades de Bulgarie parlent couramment dans leurs lettres de cette montée.